

Au Journal officiel du 28 février au 6 mars 2015

Au Journal officiel du 28 février au 6 mars 2015

09/03/2015

Au Journal officiel du 28 février au 6 mars 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 28 février 2015 :

- Décret n° 2015-219 du 27 février 2015 relatif à la **résolution des litiges individuels entre les marins et leurs employeurs** - *Modification du Code de l'organisation judiciaire et du décret n° 59-1337 du 20 novembre 1959 ;*
- Décret n° 2015-223 du 26 février 2015 relatif à la **gestion des créances et des dettes internationales de sécurité sociale et au Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale** - *Les dispositions de l'article 1er et des 2°, 5°, des 7° (b), 9° et 11° de l'article 2 du présent décret entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2015 - Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2015-224 du 26 février 2015 relatif à la réserve prudentielle prévue à l'article L. 162-22-2-1 du Code de la sécurité sociale- *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2015-225 du 26 février 2015 relatif au **temps de travail des internes** - *Entrée en vigueur le 1er mai 2015 -Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2015-228 du 27 février 2015 portant diverses mesures d'application de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et clarification du droit - *Modification du Code rural et de la pêche maritime, du Code forestier et du décret n° 63-575 du 11 juin 1963 ;*
- Arrêté du 21 janvier 2015 portant **création d'un traitement automatisé de gestion de la vente sur internet des timbres fiscaux dématérialisés dénommé « timbres fiscaux dématérialisés » (TFD) ;**
- Arrêté du 17 février 2015 *modifiant l'arrêté du 18 décembre 2009* modifié relatif aux **règles sanitaires applicables aux produits d'origine animale et aux denrées alimentaires en contenant ;**
- Arrêté du 18 février 2015 fixant la liste des dispositifs médicaux pris en charge au titre des prestations définies aux articles L. 162-22-6 et L. 162-22-7 du Code de la sécurité sociale soumis à un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée en application du b du 2° du A de l'article 278-0 bis du Code général des impôts- *Entrée en vigueur le 1er mars 2015 - Modification du Code général des impôts et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 26 février 2015 fixant le **barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles** - *Modification du Code général des impôts.*

À noter également au titre de ce JO :

· **Décision n° 370629, 371732 du 24 février 2015 du Conseil d'État statuant au contentieux :**

« L'arrêté du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social du 1er juillet 2013 portant extension de la convention collective nationale de la production cinématographique (NOR : ETST1317305A) est annulé » ;

· **Décision n° 369074 et autres du 24 février 2015 du Conseil d'État statuant au contentieux :**

« Sont annulés :

- le décret n° 2013-414 du 21 mai 2013 relatif à la transparence des avantages accordés par les entreprises produisant ou commercialisant des produits à finalité sanitaire et cosmétique destinés à l'homme (NOR : AFSP1304115D) en tant qu'il insère dans le code de la santé publique, au premier alinéa du I de l'article R. 1453-8, les mots : « relatives à la conduite de travaux d'évaluation de la sécurité, de vigilance ou de recherches biomédicales portant sur ces produits » ;

- les deux derniers alinéas du a du 2 du C de la première partie de la circulaire n° DGS/PP2/2013/224 du ministre des affaires sociales et de la santé du 29 mai 2013 relative à l'application de l'article 2 de la loi n° 2011-2012 du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé ».

Au JO du 1er mars 2015 :

· Décret n° 2015-231 du 27 février 2015 relatif à la **gestion des sources radioactives scellées usagées**- *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015 - Modification du Code de la santé publique ;*

· Décret n° 2015-233 du 27 février 2015 **relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 50) - Modification du Code de justice administrative, du Code de l'organisation judiciaire, du Code de procédure civile et abrogation du décret du 26 octobre 1849 ;*

· Décret n° 2015-234 du 27 février 2015 relatif à la **déclaration des remises, ristournes et avantages commerciaux et financiers consentis par les fournisseurs des pharmacies d'officine pour les spécialités génériques remboursables ainsi qu'à diverses pénalités financières** - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

· Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la **défense extérieure contre l'incendie** - *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*

· Arrêté du 21 janvier 2015 portant création d'un **traitement automatisé de suivi des ventes des timbres fiscaux dématérialisés dénommé « Administration des timbres électroniques (ATE) » ;**

· Arrêté du 27 février 2015 pris pour l'application de l'article 200 quater du Code général des impôts relatif au **crédit d'impôt sur le revenu en faveur de la transition énergétique**- *Modification du Code général des impôts.*

Au JO du 3 mars 2015 :

· Arrêté du 18 février 2015 *modifiant l'arrêté du 17 mars 2014* portant **autorisation à titre expérimental d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Fichier des objets et des véhicules signalés » (FOVeS)** - *V. également la délibération de la CNIL n° 2015-042 du 29 janvier 2015.*

Au JO du 4 mars 2015 :

- Décret n° 2015-240 du 2 mars 2015 portant **publication de l'amendement à l'annexe II de la convention internationale contre le dopage dans le sport**, adopté à Paris le 1er janvier 2015 ;
- Décret n° 2015-243 du 2 mars 2015 relatif à la **notification, par voie électronique, aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux organismes gérant des régimes de protection sociale de certains actes pris en vue du recouvrement de créances de toute nature** - *Modification du Code de la sécurité sociale et du décret n° 64-1333 du 22 décembre 1964* ;
- Décret n° 2015-245 du 2 mars 2015 fixant les **critères de compétence des praticiens biologistes exerçant au sein de structures autorisées pour pratiquer des activités de diagnostic prénatal**- *Modification du Code de la santé publique.*

Au JO du 5 mars 2015 :

- Décret n° 2015-246 du 3 mars 2015 permettant la **transmission des déclarations par voie électronique** et *modifiant le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013* relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;
- Décret n° 2015-249 du 3 mars 2015 portant diverses modifications des dispositions relatives au **contrat de génération** - *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2015-252 du 4 mars 2015 *modifiant le décret n° 2007-914 du 15 mai 2007* modifié pris pour l'application du I de l'article 30 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Décret n° 2015-253 du 4 mars 2015 relatif au **déréférencement des sites provoquant à des actes de terrorisme ou en faisant l'apologie et des sites diffusant des images et représentations de mineurs à caractère pornographique.**

Au JO du 6 mars 2015 :

- Décret n° 2015-259 du 4 mars 2015 relatif à la **fiche de prévention des expositions des salariés temporaires** - *Modification du Code du travail* ;
- Délibération [CSA] n° 2015-2 du 4 février 2015 relative au respect des droits des femmes par les sociétés mentionnées à l'article 20-1-A de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

La Rédaction Législation